

CHICONI FM-TV



Revue N°030 Presse



**UNE BOUSSOLE
SÉCURITAIRE POUR LES
MAHORAIS :
UNE PAROLE, UNE VOIX
POUR LA SÉCURITÉ DE
MAYOTTE !**



LA GRÈVE CONTINUE POUR SA TROISIÈME SEMAINE À MAYOTTE !



LES FORCES VIVES DE MAYOTTE PLUS QUE DÉTERMINÉES !



CONGRÈS | MAYOTTE | INSÉCURITÉ

[« Une réponse massive suite à l'appel des forces vives ce dimanche 04 février 2024 à Tsingoni ! »]

Des milliers de personnes ont fait le déplacement jusqu'à Tsingoni, ce dimanche 04 février 2024, pour acter les revendications et décider de la suite du mouvement. Dans cette matinée, le Maoulida Shengué raisonne au congrès pour accompagner les discours des forces vives. Des grandes personnalité de Mayotte, ont pris la parole devant le public pour lancer un appel au gouvernement.

« Ne laissons aucune chance à une autre communauté prendre notre destin en main, dixit un membre de la FV. » [La Rédaction./](#)



[LE CAMP DU STADE DE CAVANI DOIT ÊTRE TRANSFÉRÉ DANS L'HEXAGONE.]



Ce dimanche 04 février 2024, marque une journée historique pour l'avenir de Mayotte. Face une insécurité grandissante connue par le 101ème département française, la population entame sa troisième semaine de mouvement social. **Plus que déterminées, les forces vives appellent au durcissement des blocages de l'île à compter de ce dimanche soir.** Lors de cette matinée, un congrès populaire a été organisés à la demande de la population civile et les forces vives de Mayotte pour décider de la suite à donner au mouvement actuel. Des nombreuses personnalités ont répondu présentes à Tsingoni à l'instar du Président de conseil départemental de Mayotte, Monsieur Ben Issa Ousséni, et des nombreux élus de ce territoire.

L'entrée en scène marquée par l'escorte du Maoulida Shengué des barragistes venant des quatre coins de Mayotte. Passant de discours des personnalités présentes sur le terrain de Tsingoni, Mahamoud Azihary l'un des leaders des forces vives de Mayotte rappelle le contexte général du mouvement. Au cours de la matinée, le Maoulida Shengué a accompagné les discours des forces vives en raisonnant avec conviction. Les personnalités de renom de Mayotte ont pris la parole devant le public pour lancer un appel au gouvernement.

Les points de revendication de la population et des forces vives en 5 axes :

- **La fin de l'apartheid législatif et réglementaire à Mayotte :** Actuellement, Mayotte est administrée par des mesures législatives d'exception imposées et défavorables, ce qui entraine une différence de traitement injuste.
- **La fin du séjour territorialisé :** cette mesure favorise les tensions sociales à Mayotte, en concentrant une population souvent précaire sur une île limitée en ressources.

- **La fin du confinement permanent** des résidents de Mayotte en raison de l'insécurité.
- Nous demandons **le transfert, du camp de Cavani vers l'Hexagone.** L'île n'est pas en capacité des les accueillir.
- **Fin de la spoliation des biens et des terres mahoraises :** Nous dénonçons les actions de l'Etat visant à exproprier les Mahorais de leurs terres et biens.

"Ne laissons aucune chance à une autre communauté pour prendre en main notre destin", a déclaré avec détermination, S. Kambi, un membre de la FV (Forces Vives). Cette déclaration résume l'esprit de cette journée de mobilisation où les Mahorais ont exprimé leur volonté de rester maîtres de leur avenir. **«Les visages déterminés des manifestants témoignent de leur volonté de faire entendre leur voix.»** Et Conio-Moja s'est traduit par une «Déclaration du congrès de Mayotte», comme «Une boussole sécuritaire pour les Mahorais : une parole, une voix pour la sécurité de Mayotte.» [La rédaction./](#)



UNE PAROLE, UNE VOIX POUR LA SÉCURITÉ DE MAYOTTE ?



[A l'issu du congrès de ce dimanche, le conseil départemental de Mayotte s'est fendue un communiqué : Mayotte, le temps du rassemblement.]

Venue des 4 coins de l'île, Mayotte a massivement répondu présente à l'appel du peuple, ce 04 février 2024, à Tsingoni, dans le cadre du Congrès prévu. Portée par l'Histoire de son territoire, par le combat de ses aînés, elle est venue dire tel-le "un seul homme ou une seule femme" : "Non ! Karivendze ! Non, à l'insécurité sur notre territoire ; non, à la culpabilisation concernant nos revendications ; non, au naufrage subi ou organisé de notre territoire. Mayotte est venue dire : oui, à la France", a martelé le Président Ben Issa Ousséni dans son allocution. Aucun discours dissonant sur le fondement du combat entamé. Élus, collectifs, forces vives, société civile, main dans la main, regardent dans le même sens. Ni les nuits de fortune passées sur les barrages, ni les sacrifices de ces hommes et de ces femmes n'ont altéré leur détermination. Le tribut est lourd : tous en sont conscients. Mais l'intérêt supérieur du territoire prédomine et l'avenir de celui-ci est en jeu. Les organisateurs du Congrès ont ainsi annoncé que le mouvement allait se durcir dès le lundi 05 février 2024. Ra hashiri. Source et crédit photo le CD./

[A à travers une tribune en date du 28 février 2024, Anchya BAMANA, Présidente de Maore Solidaire, Ancienne Maire de Sada fait un point d'actualité.]

L'actualité de ce week-end amène à écrire cette tribune et à partager nos réflexions à l'ensemble de la population de Mayotte. Dans le communiqué préfectoral du 25/01/2024 demandant la levée des barrages, il est écrit « **Les engagements sont ainsi tenus, dans le cadre de la législation française, pleinement applicable depuis la départementalisation** ». Nous disons « chiche » Monsieur le représentant du gouvernement. Les Mahorais ne cessent de demander cela depuis 2011, que la législation française soit pleinement appliquée sur ce territoire français, au même titre que tous les concitoyens français de France et de Navarre. Depuis 2011, 13 ans après la création du département, les Gouvernements successifs ont enchaîné les plans et rapports en sa faveur. Il s'agit des plans « Mayotte 2025 Une Ambition pour la République de 2015, Plan sécurité Mayotte de 2016, Assises de l'Outre-mer de 2017, Plan Action de l'Etat pour votre quotidien de 2018 ». **Malgré tous ces plan et réflexions, le territoire de Mayotte continue de sombrer dans l'insécurité, la délinquance, l'immigration illégale, la cherté de la vie et surtout le sous-développement.** Et nombreuses sont les crises sociales qui ont frappé Mayotte depuis 2011 : cherté de la vie en 2011, crise de l'eau en 2017, crise contre l'insécurité et l'immigration clandestine en 2018, crise de l'eau en 2023, crise contre l'insécurité et l'immigration clandestine que nous vivons actuellement...

Pour cause, les rapports de la Cour des Comptes se suivent et se ressemblent (2016, puis 2022), formulent les mêmes constats en pointant les défaillances de l'Etat face à ses missions de sécurité et de lutte contre l'invasion migratoire illégale. Selon ces rapports :« Les actions ne sont pas suivies dans le temps...et les apports aux besoins du territoire et de la population mahoraise ne sont pas évalués », montant ainsi le manque réel de volonté politique de notre Etat de protéger ce territoire.

Le désordre ambiant du territoire coïncide avec la prochaine réflexion demandée par le Chef de l'Etat aux élus des territoires d'outre-mer sur leur avenir institutionnel. Est-ce un hasard ? La question mérite d'être posée face à notre président qui pense que les mahorais ne seraient peut-être pas heureux avec le statut de département ... ou encore à notre préfet qui trouve l'idée du maire de Mamoudzou intéressante, à savoir réfléchir sur un éventuel statut d'autonomie. Sur ce sujet « extrêmement brûlant » pour les mahorais, rappelons que Mayotte a déjà bénéficié d'un statut d'autonomie interne (à partir de 1961). Durant cette période, tous les moyens financiers de l'autonomie interne ont été mobilisé par les autorité comoriennes pour développer leurs îles au détriment de Mayotte abandonnée.

Il est donc aisément compréhensible que depuis, les mahorais ont choisi d'ancrer leur destin politique dans la France à travers un statut de département.

La question qui se pose aujourd'hui pour Mayotte Monsieur le représentant du gouvernement, c'est de doter du territoire des moyens nécessaires de la Région pour assurer son développement ; c'est d'assurer la sécurité des mahorais ; c'est de faire bénéficier de Mayotte de la solidarité nationale pour absorber les mineurs isolés qui meurent de faim dans les rues et bidonvilles de Mayotte ; c'est de permettre aux migrants titulaires du visa délivrés à Mayotte de circuler sur le territoire national ; c'est de poster un bâtiment de la marine nationale pour empêcher l'arrivée des migrants illégaux sur l'île...ET NON PAS DE CHANGER DE STATUT !

La question qui se pose aujourd'hui pour Mayotte Monsieur le représentant du gouvernement, c'est de doter du territoire des moyens nécessaires de la Région pour assurer son développement ; c'est d'assurer la sécurité des mahorais ; c'est de faire bénéficier de Mayotte de la solidarité nationale pour absorber les mineurs isolés qui meurent de faim dans les rues et bidonvilles de Mayotte ; c'est de permettre aux migrants titulaires du visa délivrés à Mayotte de circuler sur le territoire national ; c'est de poster un bâtiment de la marine nationale pour empêcher l'arrivée des migrants illégaux sur l'île...ET NON PAS DE CHANGER DE STATUT !

Le élus de Mayotte doivent veiller à ce que ces mesures soient retenues dans cette future Loi Mayotte dont les décisions finales resteront sous leurs responsabilités.

Enfin, un message aux mahorais de se remémorer notre histoire ! «**Tout au long du combat pour Mayotte française, des périodes d'incertitude ont existé. Quand la gauche était au pouvoir (1981-1995), nous faisons le dos rond, nous nous soudions et nous laissions la mauvaise vague passée...** » me confiait feu père Younoussa BAMANA. Que son âme repose en paix ! Nous invitons donc les mahorais à résister, les élus à s'organiser et à se battre dans l'unité pour faire face à cette période d'incertitude... Car « vwindzadoujadé vwindzamlongo » dit sagement le proverbe mahorais (là où il y a une vague réside un chemin) ! « Rahachiri Sibabuyayi Maore » !



LE CHOIX DE LA RÉDACTION

CONSTRUCTION D'UNE MADRASSAH ÎL MOU D-DINE MAYOTTE



[Nous vous l'avions annoncé depuis l'année dernière, la construction de la Madrasah inlmoudine est en cours.]
Le samedi 13 janvier 2024 a eu lieu la construction de la dalle en béton pour renforcer le sol du lieu de culte a mobilisé.

[L'inscription des médias et des partenaires est toujours ouverte »]

La Drajes Mayotte vous informe que l'inscription à la 35e Semaine de la presse et des médias qui aura lieu du 18 au 23 mars 2024 est toujours ouverte.
Cependant, en raison de contraintes spécifiques à notre académie, l'inscription sur la plateforme nationale du CLEMI n'est pas possible. Néanmoins, nous avons la possibilité de bénéficier de l'offre numérique.
Pour les médias locaux intéressés à participer, merci de me préciser le type de médias que vous souhaitez offrir (exemplaires papier, ressources en ligne, ateliers, etc.).
Les établissements et les médias peuvent désormais s'inscrire par retour de mail. Je prends en charge les inscriptions en interne, et une fois les établissements inscrits et les offres des médias recueillies, nous enverrons l'ensemble des informations aux établissements participants.
Votre collaboration sera déterminante pour le succès de cet événement éducatif majeur.

INSCRIVEZ-VOUS : <https://www.presse.education.gouv.fr/inscription>
Pourquoi s'engager dans cette action éducative nationale ? Vous pourrez proposer des conférences/ateliers en présentiel ou en ligne (webinaires), ainsi que des interventions de professionnels de l'information (dessinateurs de presse, journalistes, photo-reporters, réalisateurs...) en milieu scolaire sur la base du volontariat permettant aux élèves, aux enseignants et au grand public de découvrir les coulisses de l'information./

[L'association Chiconi FM vous propose ses services]

- Location de sonorisation au 0639 654304 ;
- Location de podiums, chaises : 0639 617017 ;
- Captation pour votre campagne de presse : 0639654304



Cette association ÎL MOU D-DINE MIFTAHOU L-JANNAH a pour but de :

- Enseigner la science de la religion et mettre remettre à niveau les études islamiques ;
- Organiser les manifestations religieuses selon les événements ;
- Assurer l'apprentissage l'alphabet et la lange arabe et écriture sous forme de soutien scolaire ;
- Créer un centre de référence pour les personnes convertis afin de leur initier aux bonnes pratiques de l'islam ;
- Devenir un centre de référence pour guider les pèlerins à accomplir leur hadj ;
- Récolter des fonds à destination des nécessiteuses ;
- Former les citoyennes de demain

JE PARTICIPE



On partage la cagnotte 😊

Construction d'une MADRASSAH ÎL MOU D-DINE MIFTAHOU L-JANNAH MAYOTTE, faites vos dons.

<https://www.onparticipe.fr/c/IhTQ5z2t>

L'association MADRASSAH ÎL MOU D-DINE MIFTAHOU L-JANNAH s'est donnée comme défi d'ouvrir la Madrasah à Mayotte.
Ce projet de grande envergure ne pourra se réaliser sans votre soutien: par vos dons, par les publicités et le partage du lien de cette page par recherche de l'agrément de Allah.
Que Allah vous bénisse aamin.
Ici, vous pouvez apporter votre contribution à la cagnotte en cliquant sur "Je Participe" :
• Les participations sont libres,
• Le site est entièrement sécurisé.

Médias, inscrivez-vous !

#SPME2024

29 Pour cette semaine l'équipe de Karine-Banda-Karine vous propose un mini bilan de la grève contre l'insécurité.



VOTRE PLATEFORME CHICONI FM

WWW.CHICONIFM.FR

NOS PARTENAIRES

